

COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE, CE MOUVEMENT MORTEL POUR NOTRE DÉMOCRATIE



Hier comme aujourd'hui, les syndicalistes se doivent d'être dans l'action au quotidien contre la propagation des idées d'extrême droite. Au quotidien, dans le cadre du travail, mais aussi au sein de nos cercles amicaux et familiaux, la bataille des idées est rude face aux mensonges et thèses conspirationnistes qui se développent dans un environnement de néolibéralisme violent, de pandémie mondiale et maintenant de guerre.

La banalisation des idées d'extrême droite (ED) est donc un véritable fléau et c'est en partant du passé, de l'histoire sociale, de nos analyses et propositions que nous combattons résolument l'extrême droite, ses idées, ses pratiques. Il est donc nécessaire de faire savoir à quel point l'ED est dans le camp du capital : sa stratégie de charme envers les travailleurs en reprenant des thématiques sociales ne tend qu'à un objectif électoral.

Face à une mondialisation capitaliste sans règles environnementales et sociales justes, l'ED veut mettre en place un capitalisme national de taille moyenne en se gargarisant même d'être l'ennemi du grand capital et des « mondialistes et européistes ».

Rien à en attendre pour les personnes ne vivant que de leur travail. Leur ambition unique est la conquête du pouvoir et la mise en place d'un État fort – les questions programmatiques ont toujours été secondaires pour les fascistes.

Il suffit de regarder un de leur dernier vote au Parlement européen qui a adopté il y a quelques mois à une large majorité (443 P, 192 C, 58 A) des amendements qui améliorent grandement le projet initial de la Commission européenne sur les salaires minimaux en Europe : les votes du Rassemblement national (23 députés) sont édifiants avec 100 % du groupe RN qui a voté contre les amendements tout comme – leurs amis belges d'ailleurs !

Face à une ED dont le principal mouvement, le Front national, rebaptisé Rassemblement national en 2018, réussit à passer de 4,5 millions de suffrages aux présidentielles de 1995 à 10,6 millions au second tour des dernières présidentielles, la contamination par les idées d'extrême droite de nombreux électeurs atteint un niveau record depuis la chute du nazisme et la fin du pétainisme.

Malheureusement, les femmes issues des métiers précaires et dévalorisés, à prédominance féminine, votent dorénavant autant pour les partis d'extrême droite que les hommes, ce qui renforce l'ambition de normalisation de ce parti. Leurs affiches démontrent aussi leur stratégie par le changement de ton, la disparition de leur logo, également du terme « Le Pen » et son remplacement par « ma

France » avec le message positif « apaisé » et dernièrement un changement radical avec l'absence de la couleur bleue et du terme « France ».

L'actualité politique vient encore aggraver ce phénomène de popularité des représentants de cette extrême droite pétainiste, raciste et fasciste en la personne de Zemmour qui vient, lui, sur « le marché de l'ED » en reprenant les théories de Le Pen père ainsi que ses anciens amis et réseaux, mais aussi en attirant des élus du RN. Il développe la théorie du « grand remplacement », qui ne repose d'ailleurs sur aucun fait objectif mais bien sûr des émotions et une xénophobie et un racisme assumés.

LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES, CHEVAL DE TROIE DU NÉOFASCISME

Les questions économiques et sociales pour le RN sont le cœur de l'ambition de normalisation du FN.

Mais attention, le fil conducteur est toujours la préférence nationale rebaptisée « priorité » nationale, avec comme fonds de commerce l'immigration, cause de tous nos maux et de nos soucis économiques et sociaux ! Qu'il y ait un, deux ou cinq millions de chômeurs, c'est toujours la faute des immigrés...

Ce vieux parti d'extrême droite joue la partition de l'opportunisme et de la démagogie pour aller chercher le vote populaire. Cependant, au-delà des slogans affichés qui peuvent apparaître comme sociaux, rien ne remet en cause les inégalités en pleine expansion dans la société française. Prenons les salaires : la vieille recette libérale de l'exonération de cotisations sociales patronales est proposée, rien sur la hausse du Smic, rien en faveur de la réduction du temps de travail, rien pour de nouveaux droits pour les représentants des salariés...

Prenons la retraite : là non plus rien de progressiste, et il faudra bien bosser quarante ans pour obtenir une pension

pleine, alors que les salariés ayant commencé à travailler à 20 ans ne sont pas majoritaires et de loin... et c'est là aussi une pirouette du RN qui, en voulant favoriser l'entrée précoce dans le monde du travail, ferme de fait la porte à la possibilité de s'émanciper, d'étudier, de parvenir à des métiers de plus haute qualification. Déjà que les enfants issus des classes populaires accèdent de moins en moins aux études supérieures, avec le RN c'est la reproduction assurée des inégalités de classe!

Quant à Reconquête, « circulez, il n'y a rien à voir » : ultralibéralisme sans concession et immigration sont au cœur des projets du parti de Zemmour.

TÊTE HAUTE MAINS PROPRES : QU'EN EST-IL VRAIMENT ?

10 janvier 2022: L'élu RN Florent de Kersauson a été condamné en correctionnelle à 50 000 € d'amende dont 30 000 avec sursis assorti d'une interdiction de gérer une entreprise pendant cinq ans pour une série de délits financiers dont des faits d'abus de biens ou du crédit d'une société par actions par un dirigeant à des fins personnelles et abus de pouvoir.

19 octobre 2021: Deux élus du RN, Gilbert Collard et Wallemand de Saint Just, ont été condamnés pour diffamation à des amendes et aux versements de dommages et intérêts.

9 septembre 2021: La CEDH a considéré jeudi que la France n'avait pas violé le droit à la liberté d'expression en condamnant l'élu du Rassemblement national (RN) Julien Sanchez pour ne pas avoir supprimé assez vite de sa page Facebook des commentaires appelant à la haine contre les musulmans.

16 juin 2020: Le parti RN a été condamné pour recel d'abus de biens sociaux du parti dans l'affaire du financement des campagnes législatives de 2012.

9 octobre 2019: Une ex-élue du Rassemblement national, Catherine Lesné, a été condamnée par le tribunal d'Agen en Lot-et-Garonne à deux mois de prison avec sursis et cinq ans d'inéligibilité pour avoir tenu des propos négationnistes sur les réseaux sociaux.

LA VIOLENCE DE L'EXTRÊME DROITE

L'extrême droite s'est toujours caractérisée comme un projet reposant sur une violence idéologique et ciblée contre certaines catégories de la population.

Ainsi, leur projet est tourné contre les personnes immigrées, racisées, contre les droits des femmes ou personnes LGBTQI, ou les personnes de certaines confessions religieuses. C'est un projet de division des travailleurs au profit de la Nation.

Une des conséquences de cette violence idéologique est le passage à l'acte vers une violence physique contre ces personnes et l'ensemble de leurs soutiens, militants d'associations, de partis politiques et syndicalistes. L'histoire nous a malheureusement montré que les agressions, les meurtres (parfois de masse) sont les conséquences de la propagande de leur projet et de leurs pratiques. Pour autant, ceci n'appartient malheureusement pas à l'histoire et au passé.

Le FN/RN, tout comme Reconquête, s'ils arrivaient au pouvoir, mettraient en place une violence d'État comme nous ne l'avons pas connue depuis des décennies, par le biais de ses forces armées. L'inscription dans la loi de la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre est dans le programme politique de ces partis, et constitue un signe majeur de ce à quoi pourrait ressembler une société où le « permis de tuer » serait inscrit dans la loi. Plus personne ne serait à l'abri des bavures devenues ainsi institutionnalisées!

Mais dans le cas de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, la violence ne serait pas seulement « étatique ». Elle proviendrait également d'une multitude de groupuscules qui se verraient confortés dans leurs actions, se développeraient et se feraient « déléguer » la violence de rue sans être inquiétés par la police. Ces mêmes groupuscules se livrent de plus en plus à des violences contre des personnes, notamment lors de réunions publiques ou manifestations. Un des derniers exemples en date est l'attaque de la manifestation parisienne du 25 novembre contre les violences faites aux femmes. Plus de 100 événements violents ont été perpétrés par des militants d'extrême droite lors de l'année 2021.

Il ne faut donc jamais l'oublier, la violence reste intrinsèque à la pratique et à l'idéologie de l'extrême droite.

L'EXTRÊME DROITE CONTRE LES SYNDICATS

La haine du syndicalisme fait partie de l'ADN du fascisme historique et actuel. Il porte un projet s'appuyant idéologiquement et en pratique sur la réconciliation entre le capital et le travail, et la négation de la lutte des classes à travers l'anéantissement des syndicats existants. L'extrême droite promeut la création de nouvelles organisations dans lesquelles se retrouvent patrons et ouvriers, au service de la Nation. La Charte du travail mise en place par Mussolini en 1927, le décrit très clairement : « *Réconciliation entre les intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production.* »

Le FN/RN est dans la droite lignée de cette tradition corporatiste et cela a pu être inscrit dans plusieurs de ses programmes politiques, comme en 2012 : « *Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre [...]. Des syndicats plus représentatifs [...] seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de force.* » Aujourd'hui, Marine Le Pen va parler de « *contrôle des finances* » et de « *liberté syndicale* », mais quoi qu'il en soit, un État aux mains du RN s'occupera directement des syndicats!

Éric Zemmour a, quant à lui, donné une définition précise de son projet le 15 février 2022 : « *Mon projet politique c'est la fin de la lutte des classes. Il faut réconcilier les patrons et les salariés dans un intérêt commun.* » Une définition très proche de celle décrite dans la Charte du travail de Mussolini.

Soyons clairs : le projet de l'extrême droite, c'est la destruction pure et simple des syndicats, et de la CGT en premier lieu!

UN EXEMPLE DE MANIPULATION ET DE RÉCUPÉRATION: LE PROJET ABSURDE ET DÉMAGOGIQUE DU RN CONTRE LA SANTÉ ET LA DÉMOCRATIE SOCIALE

Construit comme un livret thématique, le projet « M La Santé » de la candidate RN à la présidentielle s'inscrit pleinement dans la continuité des propositions du FN pour la campagne 2017. Si la sémantique de la « préférence nationale » a été abandonnée dans cette fiche thématique, ce vieux mot d'ordre cher à l'extrême droite reste au cœur de leur « projet santé ». Sur le fond, le RN reste un parti anti-immigrés et ségrégationniste, tout cela en reprenant les grands classiques libéraux de la fraude aux aides sociales et à l'aide médicale d'État (AME). Le RN ne fait pas de propositions chiffrées et détaillées pour le financement de la plupart de ces mesures. Ses propositions relèvent plutôt de la posture ou de l'incantation. Sous un habillage parfois séduisant, souvent démagogique, il se concentre sur des « problématiques » qui n'en sont pas, il propose des constats erronés et porte des propositions contre tout ce que défend la CGT. Il faut savoir que les dépenses de l'AME ne représentent que 0,4 % des dépenses de santé, la dépense moyenne par bénéficiaire étant inférieure à celle de la population française dans son ensemble, alors que les bénéficiaires de l'AME présentent un état de santé plus dégradé.

De plus, dans le programme santé du RN, il faudrait « *desserrer l'étau bureaucratique et lever le carcan administratif* » des ARS pour « *réaffirmer l'autorité de l'État* ». Aussi, si la pénibilité au travail est évoquée tout comme le manque de personnel soignant (hôpital et urgences), le RN ne propose qu'une organisation du système de santé plus... technocratique, sans s'opposer frontalement aux suppressions massives de lits que subissent les soignants depuis de trop nombreuses années. S'il parle du manque de soignants et de l'effondrement de notre système de santé, il ne critique à aucun moment le développement tous azimuts des logiques capitalistes qui en sont la première cause et défend des transformations centrées sur l'efficacité, la rationalisation des dépenses et la fin de la bureaucratie, chères au patronat.

La réorganisation des urgences est un axe central du programme du RN: « *Avec plus de 21 millions de passages aux urgences, leur nombre a doublé en vingt ans. Plus de 40 % relèvent d'une prise en charge par la médecine de ville.* » Aussi, c'est dans un partenariat renforcé avec les médecins libéraux, dont les pouvoirs et la liberté d'action seraient renforcés, que se trouverait la solution.

Seulement, si les gens passent aux urgences, ce n'est pas par plaisir. Plusieurs études permettent de comprendre ce phénomène de recours aux urgences. En 2020, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Dress) révèle que ce sont surtout les plus fragiles qui les utilisent.

Le recours aux urgences relèverait donc avant toutes choses d'une fragilité sociale. L'utilisation inappropriée des urgences, en réalité de l'ordre de 13 à 27 % des passages, serait liée à l'absence de complémentaire ou au recours à la CMU-C, par des patients se voyant refuser l'accès à la médecine de ville. Recourir aux urgences est donc plutôt lié à des problématiques socio-économiques mais aussi

aux caractéristiques même de la médecine de ville malheureusement trop souvent hostile à toute une partie de la population (liberté tarifaire, refus de soins, installations inappropriées...).

C'est néanmoins celle-ci que défend le RN en proposant une réorientation des patients vers la médecine libérale, le développement de la télémédecine pour « *résoudre les problèmes posés par les déserts médicaux* » et de simples incitations financières à l'installation des nouveaux médecins, là où il faudrait un plan complet pour la reconstruction d'un maillage territoriale garantissant un accès aux soins à toutes et tous. **À cet égard, la CGT défend un droit à la santé avec le développement des centres de santé pratiquant le tiers payant généralisé pour plus de justice sociale.**

Sans étonnement, le projet du RN n'est pas complètement chiffré. Les deux milliards d'euros que souhaite consacrer sur cinq ans le RN aux personnels soignants exerçant à l'hôpital, sont loin des besoins nécessaires à de réelles revalorisations et loin des attentes des soignants qui souhaitent avant tout une amélioration des conditions de travail et des recrutements massifs.

La défense d'une étatisation de la Sécu par le RN contrevient enfin à la logique même de la cotisation sociale défendue par la CGT. Si rien n'est dit sur le financement de la Sécu dans le projet du RN, le recours aux discours patronaux et la volonté d'une étatisation doivent nous alerter sur la forte probabilité d'un financement de la santé par l'impôt, en opposition frontale avec la position défendue par la CGT.

Contre les attaques sociales et l'étatisation défendue par le RN, la CGT propose un plan complet de Sécurité sociale basé sur le principe de la cotisation qui garantit la santé des populations selon leurs besoins et le retour à l'existence d'une réelle démocratie sociale.

L'EXTRÊME DROITE CONTRE LES DROITS DES FEMMES

L'égalité entre les femmes et les hommes est une exigence forte des salariés, quels que soient leur nationalité, genre, orientation sexuelle ou religion. Pendant des décennies, les femmes votaient moins que la moyenne pour le principal parti d'extrême droite. Ce n'est plus le cas depuis 2012, avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN devenu RN. Elle joue sur son image de femme active, comme d'autres candidates. Éric Zemmour, qui est sur une ligne que l'on qualifiera de « masculiniste » en plus d'être suprémaciste, remet en cause les avancées vers l'égalité des dernières décennies, attire selon les sondages plus les hommes que les femmes... Cela confirme donc le choix de la CGT de mettre l'égalité femmes-hommes au centre de ses propositions, et la nécessité de faire bouger les choses, dans le syndicat, au travail et dans la vie!

Même avec une femme candidate, les programmes du RN ne sont pas plus pour les droits des femmes qu'avant ou qu'à « Debout la France », même si l'affichage y est, preuve que la question est devenue incontournable. Ce sont le « communautarisme » ou « les musulmans » ou les « réfugiés » qui sont pointés du doigt, alors que les vio-

lences envers les femmes sont présentes dans tous les milieux sociaux.

L'analyse de la CGT, c'est que le patriarcat (tout comme le racisme structurel, qui peuvent d'ailleurs s'additionner) se combine très bien avec le système capitalisme. C'est ce qui fait que les métiers du soin et du lien sont majoritairement exercés par des femmes et que ces métiers pourtant essentiels à la vie collective sont dévalorisés, mal payés et avec des conditions de travail souvent très mauvaises... ou que les femmes restent minoritaires dans de nombreux secteurs et métiers.

Les belles mobilisations du 8 mars dernier pour l'égalité et les droits des femmes dans le monde entier sont un des signes d'une déferlante féministe qu'il convient d'amplifier et de prolonger, pour l'égalité au travail comme dans la vie!

L'EXTRÊME DROITE POINTE L'IMMIGRÉ POUR MIEUX SERVIR LES EXPLOITEURS

Les courants d'extrême droite ont toujours eu pour objectif de substituer le conflit qui oppose les salariés au grand patronat par le conflit qui opposerait « vrais Français » aux immigrés. Éric Zemmour déclarait le 5 février 2022 en meeting: « Face à la folle lutte des classes [...], je serai le président de la réconciliation des classes. »

Pour y arriver, l'immigré est présenté comme essentiellement improductif et dangereux. L'immigration est donc logiquement le principal thème des campagnes de Marine Le Pen et Éric Zemmour. Ce dernier a d'ailleurs été condamné le 17 janvier 2022 pour incitation à la haine pour avoir affirmé que les migrants mineurs isolés « n'ont rien à faire ici, ils

sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs ».

Les grands patrons ne s'y trompent pas. Si Vincent Bolloré, 14^e plus grande fortune de France, porte à bout de bras et de chaînes de télévision la candidature d'Éric Zemmour, c'est parce que lui, et ses amis, ont un double intérêt à la stigmatisation des immigrés. Tout d'abord, ces derniers sont privés de droits le temps de régulariser leurs situations administratives. Ils constituent alors une main-d'œuvre facilement surexploitable. La CGT demande donc la régularisation de tous les travailleurs sans papiers pour mettre fin à leur surexploitation. De plus, tant que les salariés considèrent que leur principal problème c'est l'immigration, ils ne s'organisent pas pour des avancées sociales. À la CGT, nous savons que ce sont tous les travailleurs, immigrés ou non, qui créent la richesse. Selon un rapport de l'OCDE de 2021: « Dans tous les pays, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation. » Il faut rappeler que la fraude sociale, que les partis d'extrême droite (RN et Reconquête) associent abusivement aux immigrés, représente moins d'un milliard d'euros par an, alors que la fraude fiscale – celle des multinationales – nous coûte plus de 150 milliards par an.

Finalement, l'extrême droite a tant déshumanisé celles et ceux qu'elle considère comme des étrangers/des migrants, que face aux horreurs de la guerre en Ukraine, le premier réflexe des membres du Rassemblement national et des partisans d'Éric Zemmour a été de prôner la fermeture des frontières et le non-accueil des migrants. Le capitalisme, qui sème la guerre et la misère, est le véritable ennemi des salariés, et les courants d'extrême droite ses alliés.

Vous ne voulez pas en rester là! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts. Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Téléphone: _____ Courriel: _____

Âge: _____ Profession: _____

Entreprise (nom et adresse): _____



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris – 93516 Montreuil Cedex,
téléphone: 0155828194, fax: 0148515180, courriel: orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**

La CGT recueille ici vos données personnelles pour le traitement de votre adhésion. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité en contactant notre délégué à la protection des données à l'adresse suivante: dpo@cgt.fr.